



## Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Chantal CLARAC, Isabelle GUIRAUD, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

## **Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Tourisme - Schéma stratégique d'accueil des camping-cars dans l'Hérault - Participation au financement - Autorisation de signature**

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Dans un contexte de marché camping-cariste actif, tant au niveau européen que national et départemental, Hérault Tourisme (Agence de développement touristique du département de l'Hérault) lance l'élaboration d'un Schéma stratégique d'accueil des camping-cars en Hérault.

L'objectif de ce schéma est :

- d'améliorer la connaissance des acteurs et décideurs sur la compréhension de cette clientèle spécifique ;
- de poser le cadre juridique d'accueil de ces clientèles et les modes de gestion possibles ;
- de disposer d'une photographie de l'existant dans l'Hérault : état de l'offre tant quantitatif que qualitatif, besoins non couverts, territoires concernés par des dysfonctionnements majeurs, état des projets, etc.
- d'établir des recommandations à l'usage des élus et opérateurs de la filière (campings) avec préconisations sur la stratégie d'organisation de l'accueil, l'identification des espaces nécessitant des créations d'espace d'accueil ou des requalifications d'espaces existants et plus généralement l'optimisation de cette filière.

Cette approche s'adresse très concrètement aux territoires qui souhaitent disposer d'un outil stratégique d'organisation de l'accueil des camping-cars, qu'ils se situent en zone littorale, rétro-littorale, moyenne montagne ou montagne.

En conséquence, Hérault Tourisme propose aux territoires du département une convention de partenariat avec participation financière forfaitaire pour la réalisation des zooms territoriaux spécifiques.

Sur le territoire de la Métropole, la filière camping-car n'est pas actuellement appréhendée comme un marché à part entière générateur de consommation sur le territoire. Or les éléments observés montrent une fréquentation réelle sur Montpellier, liée soit à une découverte loisirs de la destination, soit à la tenue de certains événements en particulier, tel que le FISE.

La progression actuelle du marché du camping-cariste est un potentiel de développement touristique intéressant pour un territoire comme la Métropole.

Afin d'identifier les besoins à satisfaire, analyser l'existant et les dysfonctionnements éventuels, repérer des sites et aménagements potentiels pour une organisation locale optimum et valider la faisabilité de projets en cours, il est proposé au titre de cette convention une participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole de 3 500 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de partenariat avec Hérault Tourisme et le versement de la participation de la Métropole à hauteur de 3 500 € ;
- approuver les termes de la convention de partenariat et de financement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110871-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention Hérault Tourisme

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.